

Éditoriaux

Rendre l'argent au peuple

mardi 12 février



A qui appartient l'argent aujourd'hui, qui tient le robinet qui permet de l'émettre ? Ce sont les Banques centrales, associées aux mégabanques. Chez nous, la Banque de France est gouvernée par un François Villeroy de Galhau. Au-dessus de lui, il y a la Banque centrale européenne, dirigée par Mario Draghi, ancien vice-président de Goldman Sachs à Londres, ancien gouverneur de la Banque d'Italie et tortionnaire financier de la Grèce. Ceux-là gavent les mégabanques et les multinationales de liquidités et les renflouent à tout va. L'argent, c'est pour elles et pour eux.

M. Villeroy de Galhau est un cas d'espèce de l'inceste financier public-privé et gauche-droite en même temps : inspecteur des finances, ancien directeur de cabinet de Dominique Strauss-Kahn, il fut président de Cetelem, société de crédit à la consommation de BNP-Paribas. Excellent technicien de la finance, il est de ces êtres qui vivent dans un monde à part, du haut de leur statut social et de leur position culturelle.

Il s'agit d'une caste dont la condescendance vis-à-vis du reste de la société est un mode de vie. Voyons trois autres exemples : François Fillon qui, après sa déchéance électorale programmée, cherche refuge chez Tikehau Capital, spécialisé dans les « *investissements alternatifs porteurs d'opportunités financières* ». Emmanuel Macron, qui nous avertit, dans sa Lettre aux Français, que si on baisse les impôts il faut fatalement réduire les dépenses, comme si l'émission de crédit public pour les grands équipements n'existait pas, alors qu'on multiplie les cadeaux monétaires aux spéculateurs.

Ou encore un Charles Gave, qui finance la droite devenue très dure de Nicolas Dupont-Aignan et traite d'imbécile quiconque soupçonnerait l'existence d'une dictature financière. Entre gens compétents, entre « experts » opérant sous l'apparence libérale qui est le masque de cette dictature, on peut s'émouvoir du sort des pauvres après avoir fait soi-même fortune en jouant sur les marchés.

Aux yeux de ces gens-là, celui qui vous parle ici est donc un imbécile.

Heureux de l'être, en se battant pour nous sortir d'un ordre injuste par sa nature même. Ces gens-là, lorsqu'ils veulent décrédibiliser quelqu'un, commencent par le traiter de farfelu ou d'agent de quelque entité malveillante, puis tentent de le réduire à une marotte, par exemple la « curieuse idée » de défendre une politique spatiale nécessaire à la France. Pour convaincre les gens qu'il n'y a pas d'alternative à la dictature du court terme financier, il faut les empêcher d'écouter ou de comprendre ceux qui remontent aux causes et leur permettraient d'y voir clair.

L'on multiplie les voies de garage. La dernière née est de présenter un « New deal vert » en pseudo alternative à la dictature financière, promouvant un retour à des technologies du passé vues de gauche, comme si l'évolution n'avait pas une direction : les amphibiens sont sortis de l'eau et les êtres humains ont maîtrisé le feu. Pour bloquer la réflexion et l'action qui s'ensuivrait, on enfume et on embobine, égarant et divisant pour permettre au règne financier de continuer sans autre obstacle qu'une opposition se rendant impuissante et autodestructrice. Avec Hervé Juvin, ancien collaborateur de Pierre Bérégovoy, Marine Le Pen a endossé ce localisme écologiste vu de droite.

C'est pourtant simple. Il faut redonner au peuple le robinet de l'argent, pour investir dans l'équipement de l'homme et de la nature, l'éducation, la recherche, la santé, le logement et le travail créateur, un ordre de développement mutuel gagnant-gagnant pour le salut commun. C'est possible avec une Banque nationale, hors des réglementations de l'Union européenne, émettant du crédit public. Un RIC doit aller au fond des causes en proposant cet enjeu. Au peuple d'en décider, car sans son soutien, cela reviendrait à parler en l'air – entre « experts ».

L'édito de Jacques Cheminade est publié tous les 15 jours dans le journal [Nouvelle Solidarité](#).
